

La démocratie : un mode de gestion politique au coût élevé !

Albert NOUHOUAYI

Professeur titulaire de Philosophie
Ecole doctorale pluridisciplinaire « Espace, culture et développement »,
Université d'Abomey-Calavi

Perspectives & Sociétés, N°1, janvier 2010

ISSN 1840-6130

Pour citer cet article :

— NOUHOUAYI A., La démocratie : un mode de gestion politique au coût élevé ! *Revue Perspectives & Sociétés*, N°1, janvier 2010

© CAREDE, 2010. Tous droits réservés pour tous pays.

Toute reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit, sans l'approbation du CAREDE.

RESUME

La démocratie est le régime politique le plus usité, partout dans le monde. Les principes démocratiques, sont entre autres, la liberté, l'égalité, le droit à l'expression, etc. mais, l'auteur de cet article soutient l'idée selon laquelle la démocratie se prend elle-même en otage et doit constamment payer un prix très cher à sa propre vocation sans quoi il disparaît. En effet, les consultations électorales constituent un indicateur de mesure de l'exercice du pouvoir démocratique et permettent d'assurer une alternance démocratique. Toutefois, les campagnes électorales sont très coûteuses avec un facteur percutant ; l'achat de consciences. Les dépenses électorales sont onéreuses ; donnent lieu à une corruption freinant ainsi ; le développement des pays en voie de développement.

Par ailleurs, la vie institutionnelle inhérente à la pratique démocratique induit un endettement des pays pauvres. La démocratie devient pratiquement un contrat de servitude ou une épreuve de conformité, plutôt qu'une épreuve de développement. Cet article nous invite à une réflexion holiste sur les pratiques séculaires démocratiques.

Mots clés : démocratie, pécuniaire, développement, élection.

ABSTRACT

Democracy is the most common political regime in the modern world. The democratic principles include, among others, freedom, equality, people's right to express their opinions, etc., but the author of this article supports the idea that democracy is holding itself to ransom and has to constantly pay a high price for its own purpose, otherwise it would vanish. Indeed, elections are regarded as an indicator measuring the exercise of democratic power and enable democratic alternation. Electoral expenses are very costly and include a powerful factor: buying consciences. Because electoral expenses are high, they bring about corruption, which holds back the development of the developing countries.

Moreover, the institutional life related to democratic practices leads to the poor countries' debt. Democracy therefore becomes a kind of servitude contract or a conformity assessment procedure, rather than a development assessment procedure. This article invites us to adopt a holistic way of thinking about the age-old democratic practices in Africa and everywhere in the world.

Keywords: democracy, development, election, cost.

Ils sont rares aujourd'hui, les pays qui se gèrent en dehors du système démocratique. En effet, l'engouement et la faveur dont bénéficie ce mode de gouvernement dans le monde donnent à constater que, presque tous les pays s'inscrivent sur ce registre politique. Il existe pourtant des exceptions de pays très réfractaires à l'idéologie démocratique, c'est notamment le cas de la Chine populaire, de la Corée du Nord et de certains pays arabes, sans oublier Cuba ! Il existe même d'autres pays qui, tout en empruntant le style démocratique, en nuancent fortement le fonctionnement pour l'adapter et l'accommoder à leurs traditions : c'est particulièrement le cas de la Grande Bretagne et de certains pays nordiques comme la Finlande, le Danemark, la Suède et la Norvège ! Quoi qu'il en soit, il est permis d'affirmer que depuis les dernières décennies du vingtième siècle, la démocratie est devenue comme une manne populaire au goût de tous les peuples épris de liberté, et qui entreprennent désespérément et parfois même, aveuglément de l'acquérir quel qu'en soit le prix, car elle a toujours un prix !

Oui les principes de la démocratie sont séduisants et peut-être même irrésistibles. On la désire et on y croit a priori, très fermement, jusqu'à ce que la pratique qui en découle de façon plutôt malaisée déçoive. La démocratie promet la liberté, nous venons de le dire ; mais elle promet aussi l'égalité, le droit à l'expression et à l'émancipation, elle promet la chance pour tous.

Mais hélas, si la promesse est une chose, la réalisation en est bien une toute autre, et les déceptions arrivent lorsque, profondément empêtrée dans les embarras socioéconomiques, la démocratie simplement théorique ou purement démagogique, se découvre incapable de tenir ses propres engagements structurels immédiats. Cela survient non pas seulement lorsque les gouvernements à l'œuvre sont sans inspiration et inefficients, mais cela se produit aussi quand un pays engagé dans la course démocratique se trouve naturellement doté d'abondantes ressources économiques qui attirent la cupidité et la malveillance d'autres pays. La situation instable et guerrière de la République démocratique du Congo et du Tchad en est bien un exemple tristement édifiant.

Pourtant, ce ne sont là pour nous que des aléas, soit intérieurs, soit extérieurs, qui peuvent disparaître avec ou sans l'appui d'autres pays. Mais par contre, il existe des difficultés d'ordre structurel à l'intérieur de la démocratie et de son fonctionnement au quotidien. Ici, la démocratie se prend elle-même en otage et doit constamment payer un prix très cher à sa propre vocation sans quoi elle disparaît. Le dessein de notre propos est de dénoncer quelques

unes de ces difficultés. Nous allons examiner trois cas, à savoir : les consultations populaires, la vie des institutions et l'exercice responsable de la souveraineté nationale.

I- DES CONSULTATIONS POPULAIRES

Les consultations populaires sont un indice certain de pratique démocratique. La démocratie se définit en effet comme un gouvernement du peuple par le peuple. Le minimum que l'on puisse faire avec lui, c'est de le consulter sur les affaires le concernant. Il gouverne en principe, mais en fait, il délègue plutôt son pouvoir à ses représentants élus. Les consultations populaires et les élections sont les seules occasions formalisées pour l'expression réelle du peuple. La désignation du président de la République, la désignation des membres de l'Assemblée nationale et la désignation des responsables du pouvoir décentralisé ne se concrétisent que par les urnes à travers lesquelles il est donné de connaître l'avis du peuple et d'enregistrer l'expression de sa volonté souveraine. Par rapport à leur finalité, les consultations populaires sont des opérations simples qui ne nécessitent de dépense qu'au niveau de leur organisation matérielle. C'est du moins ce qu'elles devraient être et qu'elles ne sont jamais dans un régime démocratique.

En effet, le respect du principe de la liberté des citoyens ainsi que le multipartisme ouvrent la porte à la manifestation de toutes les tendances politiques, à toutes les initiatives personnelles, et même, à toutes les ambitions extravagantes qui embouteillent et vicient, le plus souvent, l'émergence de nouvelles idées et des compétences porteuses de progrès. Ainsi, là où une ou deux voix pourraient suffire, dix mille cherchent à s'exprimer et qui ne sont pas toujours différentes les unes des autres. Cette multiplicité de tendances qui du reste, embarrasse le choix des électeurs, occasionne souvent des ballottages qui confinent à des consensus et à des compromis confus et compromettants. Tout cela entraîne forcément des débats, ou au mieux, des négociations parfois fort longues, dans lesquelles la perte de temps et le retard ne semblent guère compter. Or le développement socioéconomique au programme de toute bonne démocratie, s'interprète aussi, et à juste titre, comme une course contre la montre. Les Anglais disent : « *time is money* » ! Oui, le temps, c'est de l'argent, car si on le passe inutilement, on ne gagne rien. Il n'y a que des tâches et des activités concrètes accomplies dans le temps, liées et coordonnées à un programme bien défini qui puissent réellement promouvoir le développement. Economiquement parlant, ce qui n'est pas gagné est une

perte ! Par conséquent, les débats interminables ne donnent ni ne remplacent le pouvoir économique non acquis.

Bien plus, les élections démocratiques sont toujours précédées de campagnes tapageuses et coûteuses. En effet, en dépit des textes fixant et limitant les dépenses des candidats sur le terrain des campagnes électorales, aucune instance de l'Etat démocratique, sauf peut-être dans les pays du Nord, n'exerce vraiment un contrôle sur les budgets de campagne des candidats. Certes, théoriquement, existe-t-il des marges de déploiement d'argent interdites, mais le manque de rigueur morale qui caractérise généralement les régimes démocratiques alors même qu'ils prônent la moralisation de la vie publique, ne permet pas d'éviter l'achat des consciences. Les candidats étant toujours nombreux et ambitionnant tous de l'emporter, c'est avec passion qu'ils se livrent, à qui mieux mieux, à la distribution effrénée de l'argent et de dons divers. Leurs partis d'appartenance qui devraient contribuer avec l'Etat à discipliner les populations, soutiennent plutôt leurs candidats en cautionnant leurs dépenses. De cette manière, il devient pratiquement impossible, notamment pendant les périodes de campagne électorale, de prétendre lutter contre une quelconque corruption : elle devient la règle. Les candidats rivalisent de ruse, de générosité et de vitesse pour s'y conformer. L'électorat lui-même qui a déjà perdu son innocence politique, se dispose à ces manœuvres de marchandages et de négociations confuses et désespérées, en jouant parfaitement et très savamment le jeu de l'offre et de la demande. Et tout cela a un coût. Faisons ici un petit calcul sur une base de grandeur irréaliste :

Supposons que cinquante partis se proposent de présenter chacun cinq candidats à une élection législative dans cinquante communes. Cela fait $50 \times 5 = 250$ candidats. Si chacun des candidats dépense deux millions de francs par commune et seulement dans dix communes, on aura : $250 \times 2000000 \times 10 = 500.000.000 \times 10 = 5.000.000.000$.

Ce petit calcul nous donne à noter que le budget de campagne apparent pour les 250 candidats se chiffre à un brut de Cinq milliards de francs. Bien évidemment, nous sommes très loin de la réalité.

Sur deux semaines seulement, c'est une telle somme d'argent qui serait dépensée, et ce, dans un pays pauvre, sous équipée, sans industrie. On peut s'imaginer ce qu'un pays non démocratique ferait de cette somme d'argent. On peut aussi s'imaginer ce à quoi pourrait servir une partie seulement de ce montant dans un pays démocratique ou dans n'importe quel

pays en période non électorale! On pourrait encore s'imaginer ce que financerait largement un tel montant dans un pays à démocratie non pluraliste, ou dans un pays carrément autocratique, ou à parti unique, ou même à candidat unique...

II- LA VIE INSTITUTIONNELLE

Cela dit, la démocratie ne se caractérise pas seulement par les élections du reste nécessaires, mais elle repose aussi sur un autre fondement, celui du partage du pouvoir, lui aussi, nécessaire! En effet, en démocratie, pour éviter que tous les pouvoirs de l'Etat ne se concentrent dans un seul organe, on veille à ce que les textes de la Loi Fondamentale de la République distribuent et répartissent les fonctions et les rôles sur les principales structures nationales. Il s'agit notamment de l'Exécutif, du Législatif, du Judiciaire, et de l'Information et de la Communication. En fait, c'est une précaution d'emploi qui permet de définir la juridiction de chacun d'eux, en vue d'éviter les interférences graves et les conflits d'autorité. Et assurément, cela soulage et assainit l'esprit des citoyens.

C'est vrai que tout cela paraît rationnel. Mais si l'on doit donner décentement à chacune de ces structures ce qui lui est nécessaire en matériel, en ressources humaines, en finances et en prérogatives, les petits Etats pauvres ne peuvent être que d'éternels endettés, c'est-à-dire, des endettés chroniques qui n'auront jamais les moyens d'organiser la vie politique et sociale.

Mais un pays démocratique ou non, qui ne dispose pas de ressources économiques en réserve, ne peut jamais investir de façon autonome, et dépendra forcément des financements extérieurs conditionnés.

Nous ne voudrions pas faire ici une analyse de détail, et demandons à nos auditeurs de prendre le budget annuel d'un Etat de leur connaissance, de relever le montant qui revient à chaque institution, d'en déduire le montant des charges et activités fixes ou courantes, pour constater s'il existe un reliquat susceptible d'être investi de façon autonome, c'est-à-dire, sans apport extérieur. En faisant une telle analyse, peut-être se rendrait-on compte que les différentes structures du pouvoir démocratique n'ont pas besoin nécessairement d'être installées toutes à la fois. Elles sont de véritables gruge-budget. Un pays qui n'en installerait qu'une seule pour les besoins de la cause démocratique, - il faut y croire! -, et qui prendrait sur lui la responsabilité d'intégrer les autres dans une instance de l'Etat, pourrait certainement engranger des réserves pour des investissements utiles à son développement. Cela ne vaudrait-il pas mieux qu'une démocratie qui prétendrait fonctionner comme à l'universelle, avec une

kyrielle d'institutions dispendieuses et improductives, une démocratie qui tournerait et retournerait indéfiniment les populations dans la dépendance et le sous-développement ?

III- L'EXERCICE EXTRAVERTI DE LA SOUVERAINETE NATIONALE

Une question a toujours une réponse. A celle qui précède, des gens bien pensants pourraient rétorquer : « la démocratie, c'est la démocratie ; il lui faut ce qu'il faut ! ». Assurément, ce serait fort bien répondu ! Cette logique ressemble à celle que véhicule le principe d'identité qui dit que A est A ! Seulement, si j'ai une réalité qui est plutôt B, pourquoi devrais-je l'appeler nécessairement A ?

Curieusement, bien des pays dans le monde d'aujourd'hui, et singulièrement en Afrique, se surchargent de contraintes au nom de la démocratie dont ils n'ont même pas encore la culture politique. Il semble donc qu'aujourd'hui, avec la démocratie, comme hier aux premières heures de l'indépendance, ces pays nouvellement engagés dans la course démocratique, veulent courir aussi vite que ceux qui y sont depuis des siècles et conformément à leur culture politique. Pourquoi s'imposer de « mal partir » alors qu'on ne sait pas où l'on va ?

C'est sur le registre de telles questions que s'inscrit l'exercice turbulent de la souveraineté dans certains Etats en mal et en hâte de démocratie. Il ne semble pourtant pas normal qu'un peuple s'impose brutalement des devoirs auxquels historiquement son esprit n'est pas préparé. Se vouloir un pays démocratique, ou devenir un Etat de droit, impose des obligations à remplir pour rester ouvert aux autres et leur ressembler, et ceci, plus pour le prestige que pour des besoins réellement satisfaits. Par là, la démocratie devient pratiquement un contrat de servitude ou une épreuve de conformité, plutôt qu'une épreuve de développement.

Il y a un choix de réalité à faire. Ce choix, certains grands, vieux et riches pays du Nord n'hésitent pas à le faire, dans leur intérêt, et sans égard pour quoi que ce soit. Comment comprendre par exemple que les Etats-Unis, ou la France, ou le Japon, ou l'Allemagne refusent de signer des accords d'intérêt commun, résistent à reconnaître des conventions internationales ou à parapher des chartes acceptées par tout le monde ?

Pire, ces mêmes pays poussent leur particularité au point de refuser de verser leurs contributions financières dans des organismes internationaux, pendant que de jeunes petits pays pauvres s'appliquent et s'évertuent contre toute évidence, à s'acquitter régulièrement de leur quote-part, et semble-t-il, au nom de l'idéologie démocratique. Pure vanité !

CONCLUSION

Sans aller jusqu'au terme de notre analyse et en dépit de l'économie des chiffres, il apparaît tout de même que la gestion de la vie démocratique pèse très lourd sur le budget national des petits pays africains en mal plutôt de développement. L'utilité de la démocratie doit se lire dans la capacité réelle de ce mode de gestion de les sortir du sous-développement, indépendamment de tout mimétisme idéologique, politique ou culturel.

Le plus scandaleux de la situation, c'est que certains pays africains dits pauvres sont paradoxalement riches en ressources naturelles que leur gestion démocratique ne parvient pas à transformer en des biens de vie et d'équipement pour leurs populations. A quoi cela sert-il donc de vouloir s'habiller du « tout cousu » de la démocratie sans pouvoir en vivre ?

Peut-être conviendrait-il que chaque pays qui l'adopte, à défaut d'en faire le menu intégral, entreprenne au moins de l'assaisonner au goût de sa culture et à la mesure de ses moyens réels. Après tout, la démocratie n'est qu'un mode de gestion politique parmi d'autres. A volonté, on peut tenter de vivre par elle, mais il ne sied pas de s'efforcer de vivre pour elle !

Lecture conseillée : *Le contrat social* de J.J. ROUSSEAU.